



BARRICADES

Bulletin du secteur Jeunes Travailleurs du NPA
N°1 / Septembre 2009 / www.npa2009.org

NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

C'est leur crise, pas la nôtre ! Interdiction des licenciements, un emploi décent pour toutes et tous !

Le bilan de cet été ne doit pas nous surprendre. Le flot de licenciements que les travailleurs subissent depuis le début de la crise ne s'est pas interrompu. Déjà depuis l'arrivée de Sarkozy au pouvoir, les attaques contre notre camp social vont bon train : retour sur tous nos acquis sociaux, avec notamment le travail du dimanche et le fameux travailler plus pour gagner moins... à savoir une forte pression exercée sur les travailleurs avec menace de fermeture d'usine ou de licenciement s'ils n'acceptaient pas une hausse du temps de travail sans augmentation de salaire. Ce n'est donc pas la crise, comme on voudrait nous le faire croire, qui oblige les patrons à licencier les travailleurs par milliers ! Ils s'en servent comme prétexte pour accentuer les attaques et augmenter leurs profits.

En France, plus de 21 % des jeunes entre 18 et 25 ans sont au chômage, soit 420 000 : 80 000 de plus que l'an dernier ! Le gouvernement a mis en place de nombreux dispositifs « pour lutter » contre le chômage des jeunes : Contrat emploi solidarité, Contrat d'orientation, Contrat d'adaptation, Contrat de mission-formation « jeunes intérimaires », Contrat d'apprentissage, Contrat d'accès à l'emploi, Contrat de qualification, Contrat emploi consolidé, Contrat initiative emploi, Contrat régional d'objectif en matière d'apprentissage, Stages d'accès à l'entreprise... plus de 25 au total ! Ne nous trompons pas : l'objectif de la multiplication de tous ces contrats n'est pas de nous « aider » à entrer sur le marché du travail, mais bien de nous transformer en main d'œuvre sous-payée et corvéable à merci : un intérimaire ne sait pas s'il aura du travail le lendemain, un apprenti gagne en moyenne moins de 50% du smic... Et la précarité, les jeunes scolarisés en sont également victimes : aujourd'hui un étudiant sur deux est obligé de se salarier pour financer ses études, il en va de même pour 150 000 lycéens. Plus de 100 000 jeunes vivent aujourd'hui sous le seuil de pauvreté, n'ayant accès à aucun minima social avant l'âge de 25 ans, c'était valable pour le RMI, ça l'est également pour le RSA.

Mais les résistances sont également au rendez-vous, cet été nous l'a montré, notamment avec la lutte des salariés de New Fabris et de Molex. Et depuis plusieurs années les luttes de jeunes travailleurs précaires se multiplient : Ofup, Téléperformance, Oscar, Pizza Hut, Mac do, Fnac... et la place que les jeunes ont occupé dans les dernières grèves, aux côtés de l'ensemble des travailleurs était très importante. Notre génération est bien consciente que si elle n'arrache rien par les luttes, son avenir est plus que compromis. Car personne n'est dupe : la précarisation de la jeunesse n'est qu'une étape vers la précarité généralisée. En s'attaquant aux jeunes, c'est à l'ensemble de notre camp social que s'attaque le gouvernement !

C'est pourquoi il nous faut aujourd'hui, tous ensemble, construire une riposte à la hauteur des attaques que nous subissons. La bataille pour l'interdiction des licenciements doit être une priorité à cette rentrée, la journée de mobilisation du 7 octobre est un premier pas qui doit nous permettre de construire un mouvement d'ensemble, seul apte à mettre un coup d'arrêt aux attaques du gouvernement et du patronat ! Nous devons nous battre pour de véritables droits sur le marché du travail : un CDI pour tous et donc la requalification de tous les contrats précaires, pour un véritable statut des stagiaires et des apprentis: pas un salaire en dessous du SMIC à 1500 euros ! Pour l'accès de tous les jeunes aux minima sociaux. Pour une allocation d'autonomie permettant aux jeunes de poursuivre leurs études sans avoir à se faire exploiter !

Pour prendre contact 8 jeunestravailleurs@npa2009.org
Envoyez vos coordonnées à NPA Jeunes Travailleurs
2, rue Richard Lenoir - 93 100 Montreuil

Nom :

Prénom :

Adresse :

Tel :

Mail :

Sarkozy et Martin Hirsch veulent précariser les jeunes

Les jeunes sont parmi les premières victimes de la crise, les moins de 25 ans sont presque 3 fois plus touchés par le chômage que les autres salariés. Une grande partie des intérimaires licenciés ces derniers mois avaient moins de 30 ans. Avec l'augmentation du chômage, les jeunes diplômés viennent allonger les files d'attente à Pôle Emploi.

Martin Hirsch, le commissaire à la solidarité active et à la lutte contre la pauvreté du gouvernement Sarkozy, veut faire semblant d'apporter des solutions à cette situation. Il propose pour l'automne une loi reorganisant la politique du gouvernement en direction de la jeunesse. En réalité, il veut juste généraliser la précarité chez les jeunes et dans l'ensemble du salariat. Le projet prévoit l'extension du Revenu de Solidarité Active (RSA) aux jeunes travailleurs de moins de 25 ans, avec un montant plus faible que pour le reste des salariés. Le RSA permet de généraliser les petits contrats précaires, à 10 heures par mois par exemple. Suite à deux refus d'offre d'emploi, le RSA est supprimé et l'allocataire se retrouve sans revenu.

Martin Hirsch propose le doublement des contrats d'apprentissage d'ici 2015. S'il est vrai que l'apprentissage permet de nouer des liens avec le monde du travail, forts utiles pour trouver un travail ensuite, c'est avant tout le moyen pour le patronat d'exploiter les apprentis, qui gagnent bien moins que le SMIC et n'ont pas les moyens de se défendre contre les abus durant leur formation. Il faut replacer cette proposition dans le contexte, le chômage explose, et depuis des années le gouvernement ne cesse de dévaloriser la valeur des diplômes au nom de la "professionnalisation". Alors non, l'apprentissage n'est pas la solution au chômage ! La seule véritable réponse, c'est de lutter contre le projet du gouvernement qui veut précariser la jeunesse. Pour les jeunes comme pour l'ensemble des salariés, il faut le maintien du contrat de travail garanti en toutes circonstances, ainsi que des formations et des diplômes qualifiants et reconnus dans les conventions collectives.

Préparons les marches unitaires contre le chômage, la précarité et les licenciements

Avec la crise économique, le chômage ne cesse d'augmenter et la précarité de se développer. Fermetures d'entreprises, licenciements massifs de salariés intérimaires et en CDD, précarisation de la jeunesse et de l'éducation... Les plus touchés, ce sont les femmes qui subissent les temps partiels imposés, les jeunes de moins de 25 ans, en particulier des quartiers populaires, qui restent les plus exclus des emplois stables à temps plein et correctement rémunérés, et sont privés d'accès aux allocations chômage.

L'avenir que l'on nous prépare, c'est l'exploitation pour tous et la précarité généralisée !

C'est pour réagir face à cette situation qu'un collectif unitaire réunissant des associations de chômeurs et précaires, des salariés en lutte, des syndicats, des associations et des partis politiques organisera à partir de mi-novembre des marches contre le chômage, la précarité et contre les licenciements. La seule réponse efficace à la crise, c'est l'interdiction des licenciements et des contrats précaires, la généralisation du CDI à temps plein pour tous !

Le NPA prépare activement ces marches contre le chômage, la précarité et les licenciements, qui convergeront en manifestation dans les grandes villes le 5 décembre.



NPA

JEUNES
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE